

Kinshasa, RD Congo, 29 décembre (Infosplusgabon) - Les candidats à la présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) ont invité leurs supporters à une méditation sereine, calme et des prières à la veille du scrutin historique de dimanche destiné à élire le successeur du président Joseph Kabila.

Cette invitation survient au moment où ce pays, qui n'a jamais connu de transfert pacifique du pouvoir depuis son accession à l'indépendance en 1960, a les yeux braqués sur une transition politique délicate où le président Kabila a été contraint de renoncer à une nouvelle candidature au terme de son mandat présidentiel.

Le président Kabila, au pouvoir depuis 2001 suite à l'assassinat de son père, était censé se retirer en 2016 en vertu des dispositions de la Constitution qui l'empêchaient de briguer un autre mandat.

La période préélectorale a été marquée par la violence dans la capitale, avec notamment l'incendie qui a ravagé un entrepôt de la Commission électorale (CENI) et détruit des milliers de machines à voter il y a quelques jours, entraînant, de ce fait, le report d'une semaine de l'élection prévue le 23 décembre.

Déjà des manifestations ont éclaté durant la semaine à Beni, Butembo et Yumbi suite à la

décision de la CENI de reporter au mois de mars, le vote dans ces circonscriptions électorales, du fait des risques de contamination du virus Ebola et de la hausse de la violence par les groupes armés.

L'opposition a protesté contre cette décision au motif qu'elle privera plus d'un million d'électeurs dans leurs fiefs de la possibilité de choisir leurs dirigeants.

Au moins, 45 millions de personnes sont enregistrées sur les listes électorales dans différentes régions de ce pays où 21 candidats briguent la fonction présidentielle.

Le leader de l'opposition, Martin Fayulu, l'un des trois favoris du scrutin présidentiel, a demandé à ses partisans de faire des prières durant toute la journée de samedi, veille du vote.

"En ce jour, je recommande à tous les Congolais d'observer le jeûne et de prier pour implorer Dieu Le Tout-Puissant pour que le vote du 30 décembre se déroule dans un climat serein et pacifique", a dit M. Fayulu.

A la veille de ces élections reportées, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé tous les acteurs politiques à "continuer de travailler ensemble" pour assurer la tenue d'élections libres et justes.

Dans un communiqué rendu public vendredi à New York, le Secrétaire général a, en outre, encouragé les citoyens à saisir "cette occasion historique" pour participer à la consolidation des institutions démocratiques du pays.

M. Guterres a aussi rappelé à tous les acteurs qu'ils ont "un rôle crucial" à jouer dans la prévention de la violence électorale en s'abstenant de toute forme de provocation et en faisant preuve de la plus grande retenue dans leurs propos et leurs actions.

Durant l'avant-dernière étape de la campagne, des candidats ont lancé des appels de dernière minute aux indécis.

Auparavant, le ticket formé par Felix Tshisekedi et Vital Karmerhe a appelé ses supporters à faire attention au candidat "Numéro 20" sur le bulletin de vote.

Kamerhe a retiré sa candidature en faveur de Tshisekedi, le fils d'Etienne Tshisekedi, le regretté leader vétéran de l'opposition; le fils jouit de l'héritage de son père.

M. Fayulu, jouit d'une marge de manoeuvre grâce au soutien politique de riches magnats des affaires en RD Congo, dont Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba, récemment libéré par la Cour pénale internationale.

Le parti au pouvoir est représenté par Emmanuel Ramazani Shadary, un ancien ministre de l'Intérieur et dauphin choisi par le président Kabila.

Pour l'opposition, une victoire de M. Shadary, actuellement sous le coup de sanctions de l'Union européenne, serait un prolongement automatique du mandat du président Kabila.

L'expulsion de dernière minute de l'ambassadeur de l'UE en RD Congo est devenue un sujet majeur de la campagne pour les candidats.

M. Tshisekedi a présenté ses excuses, samedi, à l'ambassadeur de l'Union européenne, en assurant que cette expulsion serait annulée et les liens rétablis avec l'UE s'il remporte les élections.

Le Conseil de sécurité a réaffirmé, en novembre, son appel à un processus électoral pacifique, invitant les citoyens de la RD Congo à y participer dans "le respect total de l'Accord du 31 décembre 2016", un accord qui avait prévu l'organisation de ces élections à la fin de l'année 2017.

FIN/INFOSPLUSGABON/OPO/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon